

La Libre Pensée s'adresse au mouvement laïque, démocratique, syndical et humaniste :

Chacun le sait, la **Libre Pensée** agit de manière conséquente pour la défense de la **loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat**. C'est pourquoi, elle agit sur tous les terrains, notamment juridique, pour faire respecter l'**Article 28** de cette loi qui prohibe d'ériger tout symbole religieux sur un emplacement public, après le **1er Janvier 1906**.

Loin de vouloir éradiquer les symboles religieux, la **Libre Pensée** demande que les **Vierges, Statues, crèches catholiques** soient désormais à leur juste place : dans le domaine privé et/ou religieux, au nom du principe de **Victor Hugo** : « *L'Eglise chez elle et l'Etat chez lui !* ». Ceux qui ont été érigés avant le **1er janvier 1906** ne sont pas visés par cette prohibition, la **Libre Pensée** n'a aucune remarque à faire sur leur existence et emplacement.

Il a fallu **trois condamnations** de **Justice administrative**, conclues par celle du **Conseil d'Etat**, la plus haute juridiction administrative de ce pays, pour dire le **Droit** à un Maire qui confond ses opinions privées et religieuses avec la **mission de défendre l'Intérêt général**, aux **Sables d'Olonne** en Vendée à propos d'une statue de « **saint-Michel** » (1).

Il faudra aussi **trois condamnations**, avec celle du **Conseil d'Etat** qui viendra nécessairement, pour que le Maire de la **Flotte-en Ré** en Charente-Maritime soit enjoint aussi de déplacer une statue de la « **Vierge Marie** » indument placée sur un espace public après le **1er Janvier 1906**.

Il a fallu **6 condamnations** en Justice administrative (trois en référé, trois sur le fond) pour que **Robert Ménard** soit enjoint d'arrêter de mettre une crèche catholique de Noël dans la Mairie de **Béziers**.

Face à cette défense de la **laïcité institutionnelle de l'Etat** et des collectivités publiques, les Tenants de la **Réaction d'extrême-droite, cléricale et catholique** menacent et injurient. Ils organisent des manifestations et des rassemblements agressifs et vindicatifs contre la **Libre Pensée**,

vouée aux gémonies pour son action laïque et démocratique. Les murs de sa librairie sont régulièrement tagués et dégradés, sa vitrine a même été brisée, ce qui a conduit l'Association, par souci de sécurité pour le personnel et les locaux, à fermer son local de vente et d'exposition pendant plusieurs mois

